

Abdallah, un prince séoudien placé sous haute surveillance

Tribune de Genève 5/1/96

Le demi-frère du roi Fahd dirige l'Arabie séoudite durant la convalescence du monarque.

Parenthèse ou succession déguisée? Ghassan Salamé, spécialiste du Proche-Orient, se montre circonspect.

Simple parenthèse, ou succession déguisée? La nomination, le 1er janvier, du prince Abdallah à la tête du Gouvernement d'Arabie séoudite suscite d'innombrables interrogations. Demi-frère du roi Fahd et commandant de la Garde nationale, le prince, 72 ans, est chargé de «gérer les affaires de l'Etat durant la période de repos et de convalescence» du monarque. La formule, pour de nombreux observateurs, dissimule le retrait d'un souverain âgé et accablé de nombreuses maladies. Observateur averti du Proche-Orient, directeur de recherches au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, Ghassan Salamé* met en garde contre les interprétations «délirantes» de certains commentateurs occidentaux. La transition, souligne-t-il, n'annonce pas nécessairement de profonds changements politiques.

— **L'heure de la succession a-t-elle sonné en Arabie séoudite? Le prince Abdallah sera-t-il appelé bientôt à régner, ou n'assure-t-il qu'une mission provisoire?**

— Il faut croire les communiqués officiels: victime en novembre d'une attaque cérébrale, le roi Fahd a décidé de suivre les

conseils de deux groupes de médecins américains, qui lui ont recommandé plusieurs mois de repos. Il a en conséquence confié la gestion quotidienne du royaume au prince Abdallah, qui «assurera les affaires de l'Etat» pendant la durée de la convalescence. La décision a été prise le jour où entrait en vigueur un budget marqué par la confirmation des orientations révolutionnaires arrêtées voilà un an — maintien de l'austérité et introduction progressive d'un système fiscal, le premier dans l'histoire du pays.

— **Accordez-vous une signification politique précise à la désignation d'un homme qui passe pour traditionaliste, et plus proche que le roi Fahd des gouvernements arabes nationalistes?**

— Attention aux supputations arbitraires. Les nuances qui peuvent distinguer les positions politiques des princes les plus influents ne sauraient remettre en cause leur accord sur les grandes orientations du pays. Je juge délirants la plupart des commentaires parus dans la presse occidentale: les régimes du Golfe ne décalquent pas les monarchies absolues qui se sont succédé en Europe entre le XVIIe et le XVIIIe siècle. Leur direction sont

plus collectives que monarchiques. L'Arabie séoudite, pour sa part, est conduite par une famille royale au sein de laquelle le rôle imparti au roi peut varier selon ses capacités et ses intérêts. Cette flexibilité a permis au royaume d'aborder sans troubles des circonstances graves, telles que la déposition du roi Saoud par ses frères, en 1964, ou, en 1975, la succession du roi Fayçal, assassiné par l'un de ses neveux, ou celle du roi Khaled, mort en 1982 après avoir régné pendant sept ans sans gouverner.

— **Le prince Abdallah n'est qu'un demi-frère du roi. Sa nomination peut-elle être interprétée comme une solution de compromis dans la lutte pour le pouvoir que se livreraient les anciens et les modernes, les aînés et les ambitieux de la jeune génération?**

— Le prince Abdallah n'a pas été préféré aux frères du roi Fahd. Il était simplement le plus âgé: le pays obéit à la règle de l'ancienneté qui s'est, à quelques exceptions près, imposée aux 37 fils vivants du roi Abdel Aziz ben Saoud, le fondateur du royaume. La règle est du reste inscrite dans la Loi fondamentale de 1992 — qui la corrige par le principe de l'aptitude. Quant à la

nature des liens familiaux, elle est indifférente: Fahd était déjà le demi-frère du roi Khaled, qui était lui-même le demi-frère de Fayçal. N'oubliez pas non plus les évolutions politiques récentes. L'Arabie séoudite connaît depuis quelques années une rapide institutionnalisation du pouvoir — voyez la promulgation de la Constitution, la loi sur les provinces, ou la création d'un Parlement nommé de 60 membres. A ceux qui cultiveraient l'image romantique d'un Etat du désert, je conseillerais également d'observer la composition du gouvernement formé en août 1995. Sur 28 ministres, vingt sont titulaires d'un doctorat d'une université américaine, quatre venant de Harvard et trois de Stanford.

Propos recueillis par
Jean-François Verdonnet □

* Ghassan Salamé est l'auteur d'un essai récent: *Démocraties sans Démocrates*, publié aux Editions Fayard.